

Discours du Premier ministre

1^{er} février 2019

<https://www.dailymotion.com/video/x71nz58>

La recherche et l'innovation sont en tête des facteurs d'attractivité internationale de la recherche. La concurrence va s'accroître. Il faut donc que nous accroissions nos moyens, que nous améliorions nos procédures. Depuis le début du quinquennat les moyens du MESRI ont été augmentés de 1.3 Md€, ils atteignent aujourd'hui plus de 25Md€. Pour le champ de la recherche, la progression est de l'ordre de 8% sur 2 ans. Lorsque nous comparons à des pays étrangers, nous sommes parfois, pas tout le temps, « un peu en-dessous du par » (sic). C'est la raison pour laquelle je viens de décider de prolonger les labex évalués positivement.

(18') Dissocier universités et organismes de recherche n'aurait aucun sens. Le CNRS a d'ailleurs joué un rôle important dans l'émergence de grands écosystèmes d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation qui peuvent encore gagner en attractivité. Cela implique de renforcer l'autonomie des universités.

Frédérique Vidal a engagé une profonde réforme du dialogue contractuel avec les universités, sous deux angles : la mise en place d'un dialogue annuel de gestion avec l'Etat sur le modèle de ce qui se fait depuis longtemps avec les organismes, la prise en compte de la réalité des sites dans la contractualisation avec les organismes de recherche site par site. Ce sera le cas pour le CNRS dès cette année.

(20') Ce combat pour l'intelligence, nous le gagnerons par une franche ouverture sur la diversité et sur le monde. Les organismes vont ainsi piloter des grands programmes nationaux de recherche pour coordonner l'effort national vers l'émergence de solutions (dégradation de la biodiversité). Nous avons aussi besoin de nous pour dynamiser la compétitivité de nos entreprises en leur proposant des innovations, parfois de rupture. Le public et le privé, la recherche et l'activité de production, ont tout intérêt à renforcer leurs collaborations. Pour les entreprises, la recherche publique est un formidable gisement d'innovations et donc de croissance. Pour les laboratoires publics, se confronter à des cas d'usage est une source d'inspiration souvent précieuse.

Les travaux de Gérard Mourou (...) donnent déjà lieu à des applications médicales qui vont changer nos vies. Et ça montre bien le lien entre la recherche et la transformation matérielle de notre tissu productif ou des services qui peuvent en découler.

L'ouverture sur la cité, c'est aussi parfois la création de toutes petites entreprises, comme les 100 start-ups créées chaque année et impliquant des chercheurs du CNRS. La loi PACTE va faciliter la vie des chercheurs entrepreneurs.

Cette ouverture doit aussi être une ouverture sur le monde. A propos de l'Europe, je voudrais dire deux choses dans le contexte du Brexit. D'abord la libre circulation des savoirs restera le ciment de l'Europe, avec ou sans le Royaume-Uni. Erasmus et les bourses Marie Curie font maintenant partie de notre ADN commun, tout comme l'ERC. L'espace européen de recherche sera resserré et enrichi par le développement des universités européennes que nous appelons de nos vœux. Et je me réjouis que la commission ait acceptés les propositions de la France en matière d'innovation de rupture.

(24') Pour autant, la France ne postule pas assez aux appels à projets européens et n'obtient pas assez de résultats lorsqu'elle postule. Nous n'obtenons que 10% des financements alloués alors que la recherche française représente 16% de la recherche européenne, alors qu'elle compte et alors qu'elle a besoin de ces financements. Quand elle postule, elle a un très beau taux de succès, mais elle ne postule pas assez. C'est souvent très insuffisant, notamment pour les SHS, dont nous savons tous, et moi le premier, l'importance. Nous devons mieux nous organiser, mieux nous mobiliser. C'est l'intérêt collectif et c'est aussi l'intérêt national.

L'ouverture sur le monde enfin consiste à être en mesure d'attirer les meilleurs chercheurs de la planète. Vous avez indiqué, Monsieur le Président, que le CNRS recrute chaque année 30% de chercheurs étrangers et que la moitié des publications des chercheurs du CNRS sont cosignées avec des étrangers. Notre objectif c'est d'accueillir plus d'étudiants internationaux, et de les accueillir mieux. Nous voulons

attirer 500 000 étudiants d'ici 2 ans. Nous allons tripler le nombre de bourses. Nous partageons avec la ministre ... la perception que nous devons faire une place et accorder une attention particulière aux doctorants, car ils contribuent activement à la vitalité de notre système d'ESR. Mais notre système doit se transformer : il doit être plus attractif, plus accueillant, plus exigeant.

(27'30) « Notre ambition c'est que la France devienne l'un des pays les plus attractifs au monde par l'excellence de son accueil et de sa recherche, que nous ne manquions pas les virages décisifs de l'économie de la connaissance, que nous restions dans la droite ligne des objectifs de Lisbonne. C'est pourquoi j'ai demandé à madame Frédérique Vidal de mettre en chantier l'élaboration d'une loi de programmation pluriannuelle pour la recherche.

Nous devons nous donner des perspectives. Nous devons travailler dans le temps. Nous devons vous donner des perspectives. L'objectif de cette loi de programmation pluriannuelle, c'est d'engager dans la durée les transformations dont notre recherche a besoin pour être au niveau de cette ambition et de vous donner à vous du temps, des moyens et de la visibilité. Pendant les 6 mois qui viennent (...), « j'aimerais que nous nous posions ensemble les bonnes questions :

- Comment peut-on garantir que les projets scientifiques les plus novateurs soient financés au bon niveau ?

- Comment est-ce qu'on peut attirer vers les carrières scientifiques ?

- Comment rester compétitifs à l'échelle internationale ?

- Comment convertir les découvertes scientifiques en innovations qui sont des sources de progrès, de croissance et d'emploi ?

Ces questions impliquent d'interroger nos habitudes pour essayer de dessiner le visage futur de ce que peut être la recherche. L'ambition qui doit être la nôtre, ce ne peut pas être simplement de combler les manques (...) mais de poursuivre la transformation et la modernisation de notre système en pilotant finement les moyens humains et financiers, pour rester à l'avant-garde de la recherche internationale. Je ne crois pas que nous puissions nous contenter du statu quo et je compte sur vous d'abord pour faire des choix. Car je ne sais pas en matière de sciences mais je peux vous garantir qu'en matière de gouvernement c'est le cas : gouverner c'est choisir. Et je dirais même que choisir c'est renoncer. Nous devons donc faire des choix et décider ce qui est le plus important, ce sur quoi nous devons mobiliser nos moyens, ce qui justifie que nous transformions des habitudes (...) pour véritablement consacrer notre intelligence, nos moyens et nos perspectives à ce qui est le plus important. Faire des choix.

Ces choix il vous revient de les définir, de les formuler, de les éclairer. Des choix en faveur de l'excellence de la recherche, qui peuvent être des petits choix du quotidien. Des choix ensuite de miser sur certaines problématiques scientifiques émergentes, pourquoi pas ? Nous avons besoin que *vous* vous prononciez sur ce sujet.

Je compte aussi sur vous pour nous aider à construire les nouveaux modèles de financement compétitif, notamment avec l'Agence nationale de la recherche et en lien avec l'échelle européenne, pour mieux prendre en compte les frais de fonctionnement des structures de recherche, parce qu'il est contre-productif que vous passiez autant de temps et d'énergie à chercher des financements. Comment est-ce qu'on peut faire pour inventer de nouveaux modèles.

Je compte sur vous pour analyser spécifiquement la question des plateformes technologiques. Elles sont un atout majeur de nos laboratoires, mais on doit pouvoir mieux les mutualiser en coordonnant les investissements avec nos partenaires internationaux.

Je compte sur vous pour accroître le transfert de connaissances, des savoir-faire et des technologies vers nos entreprises, nos associations, vers toute la société civile pour inventer de nouveaux modes de collaboration. On ne peut se contenter que 4% seulement de la recherche publique soit financée par le monde socio-économique, 4% seulement. Nous avons d'immenses marges de progression en matière de simplification pour négocier les contrats.

Je compte enfin sur vous pour contribuer à refonder notre politique de ressources humaines, pour la rendre plus attractive, pour la rendre plus souple ; nous devons réfléchir aux manières d'améliorer nos modes de recrutement, en analysant les pratiques vertueuses qui existent ici ou ailleurs et dont nous

devons nous inspirer, en réfléchissant sur les questions relatives aux rémunérations. Expérimentons les parcours mixtes et innovants entre l'universités et l'organisme de recherche, entre le laboratoire et l'entreprise. Essayons de mieux connaître l'implication de chacun dans l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation, veillons à donner toute leur place à l'ensemble des personnels et notamment à ceux qui œuvrent aux côtés des enseignants-chercheurs et des chercheurs dans vos laboratoires. Enfin, accordons une attention particulière, très particulière, aux débuts de carrière, ne coupons pas les ailes à nos jeunes talents.

Toutes ces questions, il faut les poser, et il faut les poser ensemble, et il faut ensuite y répondre dans le temps : c'est l'objectif de cette loi de programmation.

Je suis convaincu que vous serez des forces de proposition dans les débats qui s'annoncent, soyez aussi des forces de dialogue et d'ouverture pour améliorer les synergies entre les organismes, les universités et les écoles, en évitant les concurrences sur le terrain lorsqu'elles sont stériles.

Pour avancer dans la préparation de cette loi de programmation, trois groupes de travail, qui seront composés de parlementaires, de scientifiques français et étrangers, de directeurs d'organismes de recherche publics, de présidents d'universités et d'acteurs industriels français ou étrangers, seront mis en place pour mener et concevoir ces consultations. Sur la base des propositions qu'ils formuleront, qui seront remises je l'espère au gouvernement, on va dire, à la fin du premier semestre, et si ça arrive au début du deuxième c'est pas grave, on a beaucoup de choses à faire devant nous et le sujet est suffisamment sérieux pour qu'il soit travaillé dans le détail ; mais sur la base de ces propositions, la ministre élaborera les grands axes d'une loi de programmation que je voudrais pouvoir rédiger d'ici la fin de l'année 2019 pour qu'elle puisse être soumise au parlement dans le courant de l'année 2020. »

(34) « Je ne sais pas si les Français mesurent le potentiel scientifique exceptionnel que vous représentez, mais j'en suis pour ma part parfaitement conscient. Je ne suis pas loin de partager cette formule (...) de Frédéric Joliot-Curie en septembre 1944, quelques années après la création du CNRS, qui disait – vous connaissez cette formule – : “Si une bombe tombait ici, au CNRS, en ce moment et nous détruisait, ce serait plus grave que si elle tombait sur un gouvernement. On retrouverait immédiatement des membres pour ce gouvernement, mais on ne retrouverait pas immédiatement les hommes – et les femmes voulait-il dire ! – capables de créer.” (...) La place que vous occupez et la responsabilité que vous avez est d'une nature très particulière. Nous avons besoin de vous. La France a besoin de vous. Et l'humanité même, d'une certaine façon, a besoin de vous. Donc, voilà. Je voudrais terminer, très simplement, en vous disant que vous devez continuer à faire ce que vous faites remarquablement bien, vous devez réfléchir avec nous à la façon dont nous devons organiser les choses pour que vous puissiez le faire encore mieux, vous devez je crois participer au débat public qui est engagé, pas simplement à un débat entre scientifiques ou à un débat entre scientifiques et élus, et vous devez prendre votre part dans la démocratie française, pas simplement en tant que citoyens – évidemment en tant que citoyens, vous le faites déjà – mais en tant que femmes et hommes qui ont quelque chose à dire du monde réel et du monde que nous voulons construire. C'est une magnifique responsabilité, ce qui montre qu'à 80 ans on peut être confronté à un futur riche et glorieux ! Merci beaucoup. »